

du 18 DECEMBRE 2008

## Simplifions la privatisation de la SNCF ...

### SUD-Rail tire le signal d'alarme contre la pression managériale: Simplifier la privatisation de la SNCF:

Pour cette dernière séance de l'année 2008, la délégation SUD-Rail tire le signal d'alarme quant à la dégradation très nette des conditions de travail et aux accidents inacceptables liés à un management rendu de plus en plus agressif.

Pourquoi le refus d'un CHSCT extraordinaire commun sur l'EEV sur la souffrance au travail, qui fait quand même suite à la tentative de suicide d'une collègue sur son lieu de travail ?

Pourquoi s'est produite une agression verbale d'un DPX contre une déléguée du personnel sur l'EET Melun, alors que la hiérarchie avait été alertée en mars dernier par des membres du CHSCT de signes précurseurs ?

Pour quelles raisons une violente agression physique (au moins 7 jours d'ITT constatés) a-t-elle pu se produire à l'EVEN-LGV contre un agent ?

**Travailler peut nuire  
gravement  
à votre santé**

La situation est difficile pour les Cheminot-e-S. Mais ce n'est pas le fruit du hasard ou de la malchance. C'est la conséquence de la politique de pression managériale menée par la direction qui reste obstinément sourde et aveugle, mais qui est responsable de la situation ?

### Déréglementation du travail (RH

**0077):** La modification du RH 0077 qui instaure une réglementation différente pour les cheminot-e-s travaillant au fret est un évènement grave. Tout d'abord, cela dégrade les conditions de travail, puisque les changements dans le RH 0077 ne prévoient aucune amélioration pour le personnel, seulement la possibilité de plus de flexibilité, moins de repos les week-ends, etc. C'est une régression. La deuxième raison qui en fait un évènement grave est que cela instaure une réglementation du travail selon l'activité exercée au sein de la SNCF, accentuant ainsi la marche vers l'éclatement de notre entreprise de service public ferroviaire.

La fédération SUD-Rail regrette très fortement plusieurs fédérations syndicales aient accompagné cette remise en cause de notre réglementation du travail. Mais nous savons que la première responsabilité de cette situation incombe à la direction SNCF: aux ordres d'un gouvernement qui ne rêve que de privatisation, elle collabore activement avec ses partenaires des entreprises privées qu'elle retrouve dans l'U.T.P., pour essayer de toujours abaisser le niveau social des salarié-e-s.

Le projet « simplifier la SNCF » s'inscrit dans cette attaque contre le service public ferroviaire. La direction a annoncé un grand moment de dialogue social, qui semble se mesurer seulement au nombre de réunions. Car, pour ce qui est de modifier les objectifs de la direction, ces heures passées en réunion ne serviront à rien. G. Pépy l'écrit clairement, « il ne s'agit pas de négociation ». La fédération SUD-Rail a donc indiqué qu'elle ne participerait pas à la mise en place de ce qui conduit à « simplifier la privatisation de la SNCF ».

L'actualité récente montre que derrière les mots des services de propagande (communication), les faits ne sont pas très innovants :

- Proposer des projets avec le pire scénario, pour pouvoir présenter comme une concession ... un recul social par rapport à l'existant, est une pratique patronale bien vieille.

- Jouer la division entre organisations syndicales, pour que certaines se satisfassent, non pas du résultat mais du fait qu'il a été négocié avec elle, est une ficelle bien connue.

- Charger des responsables syndicaux de la mission de préparer les restructurations est une technique largement répandue.

- Multiplier les réunions pour dire que les relations sont bonnes, est vieux comme les rapports entre syndicats et directions d'entreprise.

A SUD-Rail, notre conception du syndicalisme n'est pas d'aider la direction dans sa réflexion pour ... simplifier l'éclatement et la privatisation du service public ferroviaire. Nous ne refusons pas de discuter, encore moins de négocier ou de signer des accords. Mais nous ne voyons pas ce que cette série de réunions peut apporter. La direction nous adresse des documents sur les différents thèmes. Nous les étudions, et nous en dégageons notre analyse sur l'état d'avancement de l'éclatement de l'entreprise.

M. Pepy avance dans ce sens en écrivant aux cheminot-e-s, aux organisations syndicales, qu'il est un ardent défenseur du service public ferroviaire. Depuis des années, nous connaissons le principe appliqué à plusieurs services publics : on ne les "privatise" pas mais "on ouvre le capital" ! Cette fois, la méthode est bien plus subtile et pernicieuse, l'EPIC SNCF sera dissout dans un groupe multimodal et logistique de droit privé de plus en plus gros, de plus en plus international. Le service public serait défendu par des contributions à la privatisation des réseaux ferroviaires d'autres pays, par l'adaptation de la SNCF aux « lois du marché » ...

Cette « loi du marché » qui aboutit à ce que des centaines de milliards d'euros d'argent public soient versés aux banquiers, aux actionnaires privés, pour que le système survive ! Nous ne partageons pas votre conception du service public. Vous mettez en place une « SNCF holding » qui supervisera les branches d'activité. Une société holding la plus réduite possible, où la primauté sera conférée à la direction chargée des finances qui, pilotera aussi les effectifs, évidemment

dans une logique purement financière, et contrôlera les ratios de productivité de chaque tranche/filiale. Cette holding gèrera les quelques éléments qui resteront communs à tous les cheminot-e-s, notamment les garanties sociales qui risquent fort de concerner de moins en moins d'agents, par le transfert des métiers aux filiales et la généralisation de dispositifs tels que celui tenté pour les agents de conduite (utilisation du chantage pour accepter une dégradation des conditions de travail).

Les directions régionales disparaissent et les directions centrales s'allègent : « assurer une proximité avec les territoires et les partenaires économiques et institutionnels » ne demande, dans chaque région, qu'un chargé des relations avec le Conseil Régional, doté d'un secrétariat, d'un contrôleur de gestion des TER et d'un chargé de communication et des relations institutionnelles. Les directions régionales de Paris laisseront place à la direction du Transilien. Si des entités régionales de la branche Proximités conservent un rôle, celles des autres branches perdent toute raison d'exister. On peut imaginer, à l'image des cinq directions géographiques Fret, des « plaques » VFE et Infrastructures qui serviraient d'intermédiaires entre le national et les établissements sur leur territoire, qui seraient dédiés à une seule branche. Pour VFE, cette structuration se profile déjà avec 7 Directions de ligne (comportant des subdivisions ADC, ASCT, SUGE et commerciales). TER et Transilien mettront aussi en place des Directions de lignes. Et la branche Infrastructures envisage des plaques Exploitation et de vastes établissements.

Pour ce qui est du travail de démantèlement de la SNCF sur notre région, après le décrochage du FRET, la direction joue la stratégie de propagation des rumeurs dans les établissements Exploitations et ne consent à lâcher des informations qu'au coup par coup afin de distiller chez les agents l'inquiétude concernant l'avenir. Si l'on sait que l'EEX Auxerre va être dépecée prochainement et que l'INFRA risque d'être regroupée dans un établissement unique régional, l'ouverture à la concurrence pour le trafic voyageurs menace et l'incertitude demeure. La logique destructrice de la gestion par activité est porteuse de conséquences graves pour nos emplois, nos conditions de travail et l'avenir de la SNCF. Nous demandons la tenue

**Sud** Rail

Syndicat des travailleurs du rail  
**Solidaires, Unitaires, Démocratiques  
de Paris Sud Est**

40 allée de Bercy - 75012 Paris

Tel : 09 50 25 20 69 (510 738)

Fax : 01 43 07 62 55 (510 726)

Mail : sudrailpse@free.fr www.sudrail.org

d'une commission économique du CER « INFRA-Exploitations » du fait des échéances du démantèlement des établissements.

Nous ne cautionnerons pas cette politique mortifère et nous nous battons de toutes nos forces, dans l'unité la plus large.

## Une situation sociale toujours

**tendue:** Chez les ADC, le changement de service de mi-décembre a connu de nouveaux transferts de charge TB sur TA, entre dépôts occasionnant des dégradations supplémentaires des conditions de travail pour certains roulements, comme toujours les effectifs sont insuffisants, et la direction veut toujours tirer plus de productivité du travail des cheminot-e-s... **Autres sujets de mécontentements, la suppression de plusieurs trains suite au cadencement notamment sur les lignes Paris-Nevers et Paris-Dijon qui prive des usagers mais également des cheminots, de leur seul moyen de locomotion pour se rendre à leur travail.** Les retards qui rendent les usagers agressifs à l'encontre des ASCT et la gare de Bercy inadaptée pour recevoir ce flux de voyageur supplémentaire.

**Aux Trains, les motifs de mécontentement sont toujours nombreux. Les réponses de la direction ne peuvent suffire aux ASCT qui veulent qu'on reconnaisse leur métier, leurs compétences professionnelles, les sujétions et conditions de travail spécifiques.**

Si la DDT a été contrainte de fixer un cadre sur plusieurs points et de répondre favorablement à une partie des attentes exprimées par les ASCT, elle refuse toujours de répondre à l'essentiel. A travers la gestion par activité, la direction a décidé de faire des résidences de Laroche et Montargis des résidences pures TER et de transformer un des roulements de Paris en charge de travail pure TER également. Parallèlement, cette réorganisation calamiteuse a engendré la suppression de tous les agents B et une augmentation considérable des amplitudes des journées de travail ! C'est pour ces raisons que les ASCT de Paris Lyon étaient massivement en grève, notamment ceux des roulements concernés afin de réclamer le retour à la mixité dans les roulements. La bataille n'est pas terminée pour autant. SUD-Rail conservera une attitude responsable, lucide et appelle l'ensemble des ASCT à s'unir pour renforcer leurs revendications France.

**L'Équipement, une grève de l'astreinte touche de nombreuses équipes LT depuis trois semaines ; les agents des caténaires se mobilisent aussi.** Partout, il y a un refus de la remise en cause des accords locaux, et l'exigence de plus d'effectifs, pour une meilleure sécurité et pour améliorer les conditions de travail. **Le personnel des ASTI refuse la réorganisation que la direction veut imposer.**

**Transport, les cheminot-e-s sont particulièrement inquiets : la menace de filialisation se précise.** SUD-Rail refuse cette mauvaise solution, qui n'existe que parce qu'aucun gouvernement depuis 1997 n'a voulu revenir sur la création de RFF, cette entité inventée pour casser l'unicité du système ferroviaire français.

En gare, les **agents commerciaux** sont confronté-e-s à des conditions de travail très dures : effectifs insuffisants, « management » très agressif, culture du « chiffre », usagers désorienté-e-s, ... tout cela amène un stress, un malaise importants. **La souffrance au travail devient la norme, c'est inacceptable !**

**Nous dénonçons par ailleurs la politique de menaces de fermeture de guichets Grande Ligne et Transilien sur l'EEV Paris et l'EET Melun à Savigny-le-Temple, Montgeron-Crosne, Brunoy, Yerres, Grand-Bourg, Evry Val-de-Seine, Ville-neuve Saint-Georges...** La liste est longue et s'accompagne d'une dégradation des conditions de travail et du service public de proximité, à l'encontre des effets d'annonce du programme « D maintenant ». **Des contacts sont pris avec les associations d'usagers et les élu-e-s des communes concernées pour une riposte commune.**

Les **agents administratifs** sont ballotté-e-s de « centres mutualisés » en « plaques multirégionales », au mépris de leurs conditions de travail et de vie. Nombre d'entre eux/elles restent sur le carreau, dans l'indifférence totale de la direction qui ne voit que par les statistiques.



## Reconstruire un mouvement à la hauteur des attaques patronales

Les derniers mois, à la SNCF mais aussi ailleurs, n'ont pas permis de construire le mouvement collectif de luttes qui est nécessaire, pour contrer les attaques patronales. Les syndicats de la fédération SUD-Rail, comme tous ceux de l'Union syndicale Solidaires, ne se satisfont pas dans cette situation. Certes, la mise en œuvre de la loi d'août 2008, amène à des tensions intersyndicales. **Pour ce qui est de SUD-Rail, nous n'avons jamais pensé ni que la question de l'unité syndicale se réglait par la négation de l'existence de certains courants syndicaux, ni que le recours à la loi pour tenter de les éliminer est une solution correcte et démocratique.**

SUD-Rail, et les syndicats de l'Union Solidaires, ont été et sont encore victimes de discriminations dans bien des secteurs y compris à la demande de

certaines organisations aujourd'hui visées à la SNCF. **Ce n'est pas, pour nous, une raison de se féliciter de cette situation.**

Le résultat des élections prud'homales, aux conditions d'organisation scandaleuses, montrent qu'il y a bien une place, dans le secteur privé comme dans le secteur public pour un syndicalisme de lutte et de proximité, un syndicalisme qui défend sans concession les intérêts des salarié-e-s, des chômeurs et chômeuses et des précaires, mais aussi un syndicalisme engagé dans des combats sociaux plus globaux contre le libéralisme et pour la transformation sociale. **Le syndicalisme que nous proposons se situe sur le terrain des luttes, il a donc la responsabilité de proposer et de mettre en œuvre rapidement des mobilisations unitaires pour répondre aux attaques antisociales du patronat et du gouvernement.**

C'est pourquoi SUD-Rail et l'Union syndicale Solidaires étaient favorables à la construction d'une action. Les huit organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA) réunis le 15 décembre, ont décidé d'une action interprofessionnelle le 29 janvier. Elle donnera lieu dans tout le pays à des grèves et des manifestations. Les OS appellent à agir massivement et interpellent les responsables gouvernementaux, les responsables patronaux et les employeurs pour :

- Défendre l'emploi privé et public,
- Lutter contre la précarité et les dérèglements économiques et sociaux,
- Exiger des politiques de rémunérations qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités,
- Défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale,
- Des services publics de qualité qui assurent en particulier tout leur rôle de réponse aux besoins sociaux et de solidarité.

Le système capitaliste est en crise, mais les responsables de cette crise entendent bien la faire payer aux salarié-e-s, aux chômeurs/ses, aux retraité-e-s, aux étudiant-e-s !

Nous refusons de payer leur crise ! Voilà le mot d'ordre qui doit unifier le mouvement syndical.

## Agence Logistique de PSE

La direction nous présentait en information le renforcement de l'ALOG Régionale de PSE... les CHSCT des EVEN Seine-Yonne et LGV avaient été informés, seul le CHSCT de Villeneuve avait été consulté. Les organisations SUD-Rail et CGT ont demandé le report de ce point de l'ordre du jour, prétextant qu'une expertise avait été demandée au CHSCT de l'EVEN Villeneuve et que nous souhaitons que tous les CHSCT soient consultés ainsi que le CER. Pour la direction ce projet n'est pas important et n'impacterait que moins de 10% de l'effectif...

A terme, ce projet concernera environ 420 agents au détriment de l'effectif des EVEN LGV et Seine-Yonne; à plusieurs reprises nous avons donc réitéré notre demande...

Nous avons reçu une fin de non recevoir de la part de la Directrice... Devant ce déni de dialogue social les organisations syndicales CGT et SUD-Rail ont préféré quitter la séance... *Les autres délégations qui ne se sont pas exprimées sur ce sujet, sont restées pour cautionner le renforcement de l'agence logistique régionale de PSE...*

Sud

### Délégation au Comité d'Établissement Régional S.N.C.F. Paris Sud Est

Jean Jacques Guionnet  
Traction  
E.M.T. Villeneuve - Laroche

Sébastien Noris  
Matériel  
E.I.M. T.G.V. Paris Sud Est

Laurent Dufournaud  
Traction  
E.T. Paris Sud Est

Thierry Huvé  
Commercial - Voyageurs  
E.E.V. Paris Gare de Lyon

Sébastien Chatillon  
Commercial - Voyageurs  
E.E.T. Melun

Evelyne Nouailhetas  
Commercial - Trains  
E.C.T. Paris Sud-Est

Véronique Joly  
Administratif RH  
E.M.T. Villeneuve Laroche

Xavier Ivens  
Transport - Mouvement  
E.E.F. S.E.P.

Anne Bennot  
Administratif RH  
EVEN Villeneuve

Franck Guyot  
Transport - Mouvement  
E.E.F. S.E.P.

Représentant Syndical  
Eric DOMAINE  
Caténaires  
EVEN Seine-Yonne

L'intégralité des dossiers et déclarations sont disponibles auprès des militants SUD-Rail